UNIDROIT 1994
Etude LXIX - Doc. 1
(Original: anglais)

Unidroit

INSTITUT INTERNATIONAL POUR L'UNIFICATION DU DROIT PRIVE

ORGANISATION D'UN SYSTEME D'INFORMATION OU D'UNE
BANQUE DE DONNEES D'UNIDROIT SUR LE DROIT UNIFORME

(Note du Secrétariat)

Rome, novembre 1994

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	1
1. LES BANQUES DE DONNEES EXISTANTES	2
2. LES UTILISATEURS POTENTIELS DE LA BANQUE DE DONNEES D'UNIDROIT ET LEURS BESOINS	2
3. LES INSTRUMENTS ET SUJETS QUE DEVRAIT INCLURE LA BANQUE DE DONNEES	3
4. LES DIFFERENTS MODES D'ORGANISATION DES INFORMATIONS	4
5. L'OBTENTION DES INFORMATIONS A INSERER DANS LA BANQUE DE DONNEES	5
6. LES SERVICES QUE POURRAIT OFFRIR UNE BANQUE DE DONNEES	6
7. LES MOYENS FINANCIERS	7
<i>i. L'aide au développement</i>	7
<i>ii. La Fondation</i>	8
8. LES AVANTAGES POUR LES UTILISATEURS POTENTIELS	8
9. LES AVANTAGES POUR UNIDROIT	9
CONCLUSION	13

INTRODUCTION

Dans le contexte de l'examen de la politique générale de l'Institut, le Conseil de Direction est appelé à se prononcer sur la proposition qui lui est soumise de créer une banque de données dans le cadre des activités de l'Institut.

Au fil des années, Unidroit a été de plus en plus conscient du fait que les informations relatives au droit uniforme sont très dispersées et souvent difficiles à obtenir. Il n'existe pas à l'heure actuelle de référence unique vers laquelle puissent se tourner les personnes qui recherchent des informations sur le droit uniforme, qu'il s'agisse de praticiens, de Gouvernements ou d'universitaires. Ceci est en partie dû au fait que les instruments de droit uniforme sont rédigés et adoptés par un certain nombre d'organisations différentes, dont chacune se charge des informations relatives aux instruments qu'elle a adoptés. Les attributions étendues d'Unidroit semblent indiquer que l'Institut serait dans une position idéale pour agir comme un point de convergence pour le rassemblement et la diffusion des informations sur le droit uniforme.

Cette opinion a été exprimée lors de la 73^{ème} session du Conseil de Direction tenue à Rome du 9 au 13 mai 1994. M. Goode et M. Rose, en particulier, ont estimé qu'Unidroit devrait "être le principal fournisseur au monde d'informations relatives au droit uniforme" (1), et pourrait et devrait être "le centre par excellence pour le rassemblement et la diffusion des informations relatives au droit uniforme" (2).

L'Institut a par le passé essayé de procurer dans ses publications, notamment la *Revue de Droit Uniforme* et le *Digest of Legal Activities of International Organisations and other Institutions*, une vue aussi complète que possible des évolutions dans l'unification du droit privé, compte tenu des ressources limitées dont il disposait. Le Secrétariat est pleinement conscient du fait que, en dépit de ses meilleurs efforts, l'information qu'il est en mesure de fournir est souvent partielle: la jurisprudence publiée dans la *Revue de Droit Uniforme* fait nécessairement l'objet d'une sélection, exercée dans la plupart des cas parmi les revues juridiques disponibles dans la bibliothèque de l'Institut, sélection qui de plus est limitée par le nombre de langues pratiquées par le Secrétariat. Même si l'on devait procéder à une sélection plus extensive qu'à présent, le fait que le contenu soit sélectionné à partir de sources déjà publiées et qu'il soit publié avec un retard considérable, représente un grave inconvénient.

(1) Déclaration de M. Goode, voir le rapport sur la session du Conseil de Direction, C.D. (73) 18.
(2) Déclaration de M. Rose, voir le rapport sur la session du Conseil de Direction, C.D. (73) 18.

La création d'une banque de données permettrait au Secrétariat de fournir dans ses publications des informations à jour et plus complètes, et procurerait au Secrétariat un outil d'une valeur inestimable pour l'accomplissement de ses autres tâches. En outre, le fait de permettre l'accès à cette banque de données aux utilisateurs extérieurs renforcerait rôle de l'Institut comme point de référence pour le droit uniforme.

Une banque de données est sans aucun doute le moyen le plus commode pour recueillir des informations et en permettre l'accès. Il existe de nombreuses façons d'enregistrer les informations dans une banque de données, et il est important de déterminer celle qui est la plus appropriée aux objectifs de la banque de donnée à l'étude. Avant de se lancer dans de telles considérations, il est nécessaire de répondre à un certain nombre de questions préliminaires, à savoir:

- ◆ quelles sont les autres banques de données existantes?
- ◆ comment sont-elles organisées?
- ◆ les banques de données existantes répondent-elles aux besoins de leurs utilisateurs?
- ◆ quels sont les utilisateurs potentiels de la banque de données d'Unidroit proposée?
- ◆ quels sont les besoins de ses utilisateurs potentiels?
- ◆ la banque de données d'Unidroit serait-elle en mesure de répondre à ces besoins?
- ◆ quels services offrirait-elle?

1. LES BANQUES DE DONNEES EXISTANTES

Un certain nombre de banques de données existent déjà ou sont en cours de création. Elles comprennent aussi bien les banques de données nationales, celles des organisations internationales et les banques de données privées et commercialisées. Une étude concernant les banques de données existantes est nécessaire, en premier lieu pour apprécier ce qu'elles couvrent afin de déterminer s'il y a de la place pour une autre banque de données, mais également pour déterminer si l'Institut pourrait y prélever les informations nécessaires pour sa propre banque de données.

2. LES UTILISATEURS POTENTIELS DE LA BANQUE DE DONNEES D'UNIDROIT ET LEURS BESOINS

Les utilisateurs potentiels d'une banque de données sur le droit uniforme pourraient être, en plus d'Unidroit bien entendu, les suivants:

- ◆ les juristes praticiens,

- ◆ les associations professionnelles et commerciales,
- ◆ les juges et les arbitres,
- ◆ les universitaires,
- ◆ les Gouvernements nationaux, s'agissant surtout de pays en développement et en transition économique, mais également de pays industrialisés, et
- ◆ les organisations internationales

La question est de savoir si les besoins de ces différents groupes sont identiques ou similaires, et si - ou de quelle manière - il est possible de satisfaire ces besoins dans le même programme.

Quel que soit le groupe mentionné ci-dessus auquel appartiendraient les utilisateurs potentiels, on peut présumer qu'ils ont besoin d'un accès rapide aux informations sur les conventions internationales et sur d'autres instruments uniformes (par exemple l'état des ratifications), sur les législations et sur les décisions des tribunaux. Dans certains cas, des références bibliographiques seront également nécessaires. Afin d'obtenir rapidement ces informations, il serait nécessaire qu'ils puissent accéder aux informations à travers un système raisonné de mots-clé; la combinaison de ceux-ci permettrait d'obtenir les informations désirées de façon efficace et rapide.

3. LES INSTRUMENTS ET SUJETS QUE DEVRAIT INCLURE LA BANQUE DE DONNEES

Quant à la détermination des sujets que la banque de données devrait inclure, une décision doit être prise sur la question de savoir:

- ◆ si la banque de données devrait se limiter au droit uniforme, et
- ◆ en cas de réponse affirmative, si le droit uniforme considéré devrait être exclusivement le droit commercial, ou
- ◆ si d'autres matières, telles que les conflits de lois ou la propriété intellectuelle, devraient être incluses.

Si la banque de données devait traiter principalement le droit commercial, il faut décider:

- ◆ si elle devrait se limiter uniquement aux instruments uniformes, ou
- ◆ si elle ne devrait pas plutôt être une banque de données sur le droit commercial en général.

Il ne fait aucun doute, par exemple, que les informations relatives aux lois nationales sur les investissements présenteraient un grand intérêt pour un certain nombre d'utilisateurs potentiels.

Il existe un certain nombre d'options ou de combinaisons d'options possibles en ce qui concerne les types d'instruments qui devraient être insérés dans la banque de données. Il doit être décidé:

- ◆ si la banque de données devrait porter uniquement sur des instruments internationaux /multilatéraux élaborés par des organisations intergouvernementales ou
- ◆ si elle devrait également inclure des instruments régionaux,
- ◆ si elle devrait porter sur des lois nationales qui appliquent ou incorporent des instruments internationaux,
- ◆ si les conditions générales de commerce élaborées par des organisations professionnelles ou commerciales devraient être incluses, et
- ◆ si des instruments plus flexibles tels que des guides juridiques devraient également être considérés.

4. LES DIFFERENTS MODES D'ORGANISATION DES INFORMATIONS

Une fois déterminés les domaines du droit et les types d'instruments que la banque de données d'Unidroit devrait aborder, il est nécessaire de décider quelles informations devraient être insérées dans la banque de données. Là encore, il existe un certain nombre de possibilités:

- ◆ des informations relatives uniquement aux instruments eux-mêmes, ou également à
- ◆ l'état des ratifications et aux
- ◆ réserves,
- ◆ des jugements prononcés en relation avec les instruments traités et, lorsque ce serait possible, des sentences arbitrales,
- ◆ des références bibliographiques, ou
- ◆ des combinaisons de ces informations.

En ce qui concerne la jurisprudence, il serait nécessaire de décider jusqu'à quand la banque de donnée devrait remonter dans le passé. Ceci pourrait évidemment varier selon l'instrument en question.

Il faudrait également se demander si, pour faciliter la consultation, des références croisées entre les instruments traités seraient nécessaires.

Différentes options existent en ce qui concerne les systèmes de recherche des informations: un système basé sur tous les mots contenus dans les instruments et un système basé sur un concept juridique, c'est-à-dire une banque de données analytique. Les préférences à cet égard pourraient bien dépendre de la formation juridique de l'utilisateur et par conséquent du type de recherche normalement mené. L'on suggère que la banque de données soit analytique, car il faut énormément de temps pour parcourir la profusion d'informations que produit, au cours de la recherche, une banque de données non analytique. Un tel exercice serait également très coûteux. Dans le cas d'une banque de données analytique, toutes les données à enregistrer doivent être analysées et convenablement classées.

Un thesaurus analytique ne pourrait être élaboré que par un expert en la matière, ou éventuellement par un groupe d'experts ayant une connaissance approfondie des instruments à analyser. Un tel groupe serait chargé de la préparation du thesaurus pour un instrument ou un domaine particulier à traiter. Afin d'accélérer cette étape, il serait possible d'envisager que plusieurs groupes travaillent parallèlement, par exemple sur le droit de la vente et le droit des transports.

Il faudrait de plus que des spécialistes en informatique élaborent un programme spécial pour la banque de données. Les experts en matière d'instruments juridiques devraient travailler en étroite collaboration avec les experts en informatique, afin de pouvoir régler immédiatement tous les problèmes susceptibles de se présenter. Il faut remarquer que les experts en informatique ne seraient en mesure de commencer à travailler qu'une fois que les experts juridiques auraient décidé précisément ce qu'ils attendaient de la banque de données et comment ils souhaitaient pouvoir accéder aux informations.

5. L'OBTENTION DES INFORMATIONS A INSERER DANS LA BANQUE DE DONNEES

Les données devant être insérées dans la banque de données pourraient être obtenues de sources variées:

- ◆ les organisations internationales (pour les instruments qu'elles élaborent)
- ◆ les Gouvernements (en particulier dans les cas où les Gouvernements sont dépositaires des instruments de ratification des conventions),
- ◆ les autres banques de données internationales ou nationales, qu'elles soient publiques ou privées, et
- ◆ les contacts intéressés, en particulier dans les pays où il n'existe pas de banques de données, ou dont la langue est inaccessible pour le groupe chargé d'un instrument ou d'un domaine juridique particulier.

Il est donc nécessaire de conclure des accords avec les organisations intergouvernementales et les banques de données qui possèdent les informations nécessaires. Il faudrait procéder à une estimation du coût de ces informations pour l'Institut, et explorer les possibilités d'organiser des échanges d'informations, en particulier avec les autres organisations internationales.

Il faudrait également examiner la possibilité de conclure des accords avec les juridictions arbitrales pour l'insertion dans la banque de données de sentences arbitrales, dont la majorité ne sont pas publiées, car cela représenterait une addition très importante à la jurisprudence des juridictions nationales.

En ce qui concerne les pays où les informations ne sont pas facilement accessibles, la création d'un réseau étendu et efficace de correspondants nationaux pourrait être envisagé. Les informations devraient être communiquées rapidement et être à jour. Conformément aux suggestions émises par le Conseil de Direction, les correspondants devraient être des personnes jeunes très intéressées par une collaboration à des projets tels que la création d'une banque de données. Ce point est particulièrement important, car les expériences d'autres organisations concernant des réseaux de correspondants n'ont pas toujours été heureuses. Il faudrait également étudier la possibilité d'établir des relations avec de grands cabinets d'avocats, qui ont souvent d'importants services d'information, ainsi qu'avec d'autres groupements professionnels tels que Price Waterhouse.

L'on pourrait également envisager des accords avec un certain nombre d'institutions de recherche auprès desquelles on pourrait en particulier obtenir des documents bibliographiques en échange de l'accès à la banque de données. Parmi les instituts avec lesquels de tels accords pourraient être conclus, figurent l'Institut de Droit Comparé de Lausanne, l'Institut Max-Planck de Hambourg, l'Institut Max-Planck de Munich et l'Institut Asser.

6. LES SERVICES QUE POURRAIT OFFRIR UNE BANQUE DE DONNEES

La banque de données pourrait offrir à ses utilisateurs potentiels divers services, dont le choix dépend pour une large part de l'identification de leurs besoins.

Les services qui pourraient être offerts comprennent:

- ◆ des connexions en ligne (*on line*)
- ◆ un service de réponse par fax à des demandes d'information spécifiques
- ◆ un service de réponse par téléphone et par courrier

- ◆ l'accès aux personnes qui utilisent la bibliothèque (étudiants, professeurs, stagiaires de l'Institut, etc.)
- ◆ la disponibilité, dans les publications de l'Institut, d'une sélection des informations contenues dans la banque de données
- ◆ la disponibilité sur CD-ROM des informations contenues dans la banque de données.

Ces services ne sont pas exclusifs les uns des autres. Ils pourraient tous être proposés, pour autant qu'existent le financement et le personnel nécessaires. Il faut également examiner:

- ◆ si ces services devraient être payants et, le cas échéant, leur prix
- ◆ s'il devrait y avoir des arrangements préférentiels pour certaines catégories d'utilisateurs ou pour certains pays.

Les Gouvernements des Etats membres de l'Institut auraient accès gratuitement à la banque de données. L'accès gratuit pourrait également être envisagé comme moyen d'assistance aux Gouvernements des pays en développement et en transition économique.

Dans ce contexte, la commercialisation du produit doit être examinée. La commercialisation est un point faible dans l'organisation de l'Institut. La solution la plus rationnelle à ce problème serait par conséquent de louer les services d'un expert en *marketing*.

7. LES MOYENS FINANCIERS

Une banque de données telle que celle qui est envisagée nécessiterait des ressources financières considérables. Si un certain investissement initial devrait être fait par l'Institut, le fonctionnement de la banque de données exigerait des fonds qui doivent nécessairement provenir de sources extrabudgétaires.

L'une de ces sources pourrait être une Fondation, dont la création a été proposée lors de la 73^{ème} session du Conseil de Direction; il pourrait également s'agir des agences pour le développement de pays industrialisés.

i. L'aide au développement

Une banque de données telle que celle qui est envisagée aurait une valeur considérable pour les utilisateurs des pays en développement et en transition économique, et sa création représente une proposition intéressante pour ces pays. On peut penser que les agences pour le développement des pays donateurs (telles que USAID, SIDA, CIDA) considéreraient la mise en place d'une banque de données comme un projet de grande

valeur pour les pays en développement, et par conséquent comme entrant dans le cadre de leur aide aux programmes de développement. Si c'était le cas, ces organisations pourraient être disposées à contribuer financièrement au projet.

ii. La Fondation

Lors de la 73^{ème} session du Conseil de Direction, il a été proposé qu'une fondation soit créée pour financer la politique de "New Deal" de l'Institut ⁽³⁾. Suite à cette proposition, des sondages avaient été effectués auprès de la *Banca Nazionale dell'Agricoltura* et de la *Cassa di Risparmio di Treviso*. L'intérêt manifesté par ces deux institutions financières conduit le Secrétariat à penser que d'autres banques et d'autres donateurs potentiels dans d'autres pays pourraient avoir le même intérêt. Il doit néanmoins être extrêmement clair que quiconque parrainerait la Fondation ou y contribuerait ne devrait pas dicter ses conditions: leurs donations ne doivent pas lier l'Institut. La banque de données serait une entreprise d'Unidroit et Unidroit doit demeurer libre de prendre les mesures qu'il juge les plus appropriées.

Les questions d'ordre général qui doivent être examinées incluent

- ◆ le lieu où la Fondation serait créée,
- ◆ quelles conséquences cela aurait, le cas échéant,
- ◆ ses liens avec l'Institut,
- ◆ si elle aurait son propre personnel, et
- ◆ qui serait responsable de son administration.

Les fonds de la Fondation devraient être placés par des experts financiers, et il faut déterminer qui serait responsable de ces investissements.

La Fondation fera l'objet d'un examen plus détaillé dans un document séparé.

8. LES AVANTAGES POUR LES UTILISATEURS POTENTIELS

Outre l'Institut lui-même, les utilisateurs potentiels d'une banque de données d'Unidroit ont été identifiés comme les juristes praticiens, les associations professionnelles et commerciales, les juges et les arbitres, les universitaires, les Gouvernements nationaux, principalement de pays en développement et en transition économique, mais aussi de pays industrialisés, et les organisations internationales.

(3) Proposition de M. Goode. Pour la discussion sur ce point, voir le rapport sur la session dans le document C.D. (73) 18.

Les avantages pour toutes ces catégories comprennent en premier lieu et avant tout la facilité d'accès aux informations sur le droit uniforme. Ceci dispenserait les utilisateurs de devoir consulter un grand nombre de sources différentes afin d'obtenir les informations, pour autant qu'ils sauraient où les trouver.

Les informations que contiendrait une banque de données internationale pourraient apporter une aide considérable aux Gouvernements nationaux et aux départements des administrations nationales dans l'élaboration des législations nationales. Les expériences d'autres pays sont souvent examinées lorsque l'on étudie la législation interne. Il serait par conséquent très utile aux services gouvernementaux chargés de l'élaboration de législations, de disposer de l'essentiel des informations nécessaires à cet égard réunies en un seul lieu. Ceci est vrai non seulement pour les Gouvernements des pays industrialisés, mais également, et peut-être plus encore, pour les Gouvernements des pays en développement et en transition économique auxquels, compte tenu de l'importance d'un tel service, on pourrait envisager de le proposer comme une forme d'assistance juridique; on pourrait envisager de proposer ce service qu'il s'agisse de Gouvernements d'Etats membres ou non d'Unidroit.

Pour les utilisateurs provenant de pays en développement et en transition économique, une banque de données représenterait une source inestimable d'informations dans un domaine où elles sont trop souvent insuffisantes ou font totalement défaut.

Une banque de données serait également un outil très efficace pour la promotion du droit uniforme; on peut en effet considérer celui-ci comme de la plus grande utilité pour les pays en développement et en transition économique en vue d'une réglementation des relations commerciales entre des nationaux et des étrangers. Le droit uniforme, qui est élaboré par des groupes d'experts de différents pays, offre une garantie de neutralité que des cabinets d'avocats provenant de systèmes juridiques spécifiques ne sont pas en mesure d'offrir. Le fait de rendre les informations relatives au droit uniforme accessibles à ces pays constituerait par conséquent une contribution importante à la modernisation de leurs systèmes juridiques.

9. LES AVANTAGES POUR UNIDROIT

La création d'une banque de données présenterait sans aucun doute de grands avantages pour Unidroit et pour ses activités. Les méthodes actuelles de recherche "manuelle" ne sont plus suffisantes pour que le Secrétariat puisse accomplir ses travaux le plus efficacement possible.

L'information est essentielle pour l'élaboration et la promotion du droit uniforme. Compte tenu des difficultés qui existent aujourd'hui pour obtenir les informations nécessaires, l'accès à une banque de données raisonnée faciliterait grandement les recherches menées par le Secrétariat, que ce soit en vue de la rédaction d'instruments juridiques ou pour suivre l'application des instruments de droit uniforme déjà adoptés; c'est également vrai pour les travaux préparatoires en vue de promouvoir le droit uniforme, pour d'éventuelles consultations auprès de Gouvernements ou encore simplement pour pouvoir répondre à une demande d'information.

Plus particulièrement en ce qui concerne les publications de l'Institut, une banque de données aurait une valeur inestimable pour leur modernisation. De l'avis général, la politique de publications de l'Institut doit être modifiée. Cette question a été discutée au sein du Comité sur la Bibliothèque ainsi que par l'ensemble du Conseil de Direction lors de sa 73^{ème} session (4).

Les questions préliminaires qui doivent être étudiées à l'occasion de l'examen de la politique de publications de l'Institut comprennent:

1. les objectifs des publications de l'Institut:
 - ◆ promouvoir Unidroit et ses activités?
 - ◆ promouvoir le droit uniforme en général et fournir des informations y relatives?
 - ◆ fournir des informations sur le droit commercial en général? ou
 - ◆ une combinaison de ces objectifs?
2. les destinataires des publications
3. les besoins des destinataires
4. dans quelle mesure les publications de l'Institut répondent à ces besoins et
5. s'ils n'y répondent pas, comment ces besoins pourraient être satisfaits.

Unidroit publie actuellement trois revues périodiques: la *Revue de droit uniforme*, le *Bulletin d'information* et le *Digest of Legal Activities of International Organisations and other Institutions*.

La *Revue de droit uniforme* publie les textes d'instruments internationaux et régionaux, de brefs articles présentant ces instruments, le Rapport sur l'activité de l'Institut, des études préparées pour l'Institut, des rapports explicatifs sur des instruments internationaux préparés par Unidroit, une bibliographie et une jurisprudence de droit uniforme sélectionnée dans d'autres publications.

(4) Voir le rapport sur la session, document C.D. (73) 18.

Il semblerait que la principale utilité de la Revue soit de constituer un recueil d'instruments internationaux. Ce n'est pas une revue scientifique et la jurisprudence qu'elle contient a en général été publiée ailleurs. Les seules références à des décisions publiées par la Revue proviennent de pays qui ne disposent pas d'un accès facile aux revues originales. Ceci est positif en soi, mais les pays où cela est vrai serait peut-être mieux servis si les informations paraissant dans la Revue étaient publiées sous une autre forme, et surtout si elles étaient publiées plus rapidement, car les délais de parution de la Revue réduisent considérablement son utilité.

Au cours des discussions qui ont eu lieu lors de la 73^{ème} session du Conseil de Direction, il est apparu que la Revue, telle qu'elle est conçue à présent, est considérée par certains membres comme présentant un faible intérêt, et que le temps et l'argent qui lui sont consacrés ne se justifient pas. Il a été suggéré:

- ◆ que la Revue devrait être une revue scientifique,
- ◆ que son contenu devrait être plus varié afin de maintenir l'intérêt de ses lecteurs (elle devrait néanmoins conserver ses différentes sections, notamment la jurisprudence, qui devrait toutefois être plus sélective et ne pas être publiée intégralement),
- ◆ qu'elle devrait paraître plus régulièrement,
- ◆ qu'elle devrait être plus réduite et
- ◆ que les informations qu'elle contient devraient être à jour.

Il a en outre été suggéré que les sujets présentant un intérêt spécifique (par exemple l'adoption de la Convention sur les biens culturels) pourraient être examinés de façon approfondie dans des numéros spéciaux de la Revue.

On s'accorde à considérer que dans sa forme actuelle le *Bulletin d'information* est peu attrayant et n'est pas particulièrement intéressant, à moins que le lecteur ne recherche des informations sur un projet particulier de l'Institut. Deux approches différentes sont envisagées:

- ◆ le Bulletin devrait exclusivement fournir des informations sur l'Institut et ses activités, ou
- ◆ il devrait au contraire s'ouvrir sur le droit uniforme en général et inclure des informations sur les activités d'autres organisations.

Si l'un des groupes visés par le Bulletin est celui des juristes praticiens, la forme du Bulletin devrait alors être radicalement révisée. M. Goode et M. Putzeys ont indiqué que les juristes praticiens souhaiteraient soit une brève information soit un article scientifique sérieux, ce que la Revue devrait proposer. Ils ont par conséquent suggéré que le Bulletin:

- ◆ soit rendu plus attrayant,
- ◆ soit écourté,
- ◆ devrait contenir des éléments d'information dont la lecture ne prendrait pas plus de cinq minutes
- ◆ devrait contenir des informations sur des activités et des évolutions survenues en dehors de l'Institut et,
- ◆ surtout, devrait être à jour.

Aucun changement substantiel n'a été suggéré pour le *Digest of Legal Activities of International Organisations and other Institutions*; on a toutefois évoqué la possibilité que l'endroit où le texte de la convention définitivement adoptée et la jurisprudence relative à cette convention pouvaient être obtenus soient indiqués, en particulier si ces informations devaient être obtenues auprès d'une source spécifique comme une banque de données.

L'une des possibilités qu'offrirait la création d'une banque de données serait de diviser la *Revue de droit uniforme* en deux publications: une *Revue de droit uniforme* et un *Recueil de droit uniforme*.

La *Revue de droit uniforme* pourrait être réexaminée selon les indications données.

Le *Recueil de droit uniforme* pourrait être divisé en deux parties principales: l'une consacrée aux instruments de droit uniforme (universels et régionaux) avec un service sur l'état des ratifications, l'autre à la jurisprudence de droit uniforme, de préférence organisée par sujets et subdivisée par conventions. Si cela était jugé opportun, la bibliographie pourrait devenir une troisième partie, divisée par sujets afin de faciliter les recherches. Une publication du Recueil sur CD-ROM pourrait également être envisagée.

La banque de données pourrait constituer un outil précieux pour l'activité de publication de l'Institut. L'avantage d'une connexion banque de données-publications est sa grande flexibilité. Avec une planification efficace, il serait possible de publier une série de documents divers, rapidement et à un coût relativement restreint. Il s'agit de décider quel(s) type(s) document(s) devrai(en)t être publié(s) par l'Institut et d'assurer que les informations importantes puissent être obtenues auprès de la banque de données dans forme souhaitée.

CONCLUSION

La création d'une banque de données est par sa nature même une entreprise à long terme, qui demanderait une planification détaillée. Même si de nombreuses années devaient s'écouler avant de pouvoir considérer la banque de données comme pleinement opérationnelle, il ne serait cependant pas nécessaire d'attendre que ce soit le cas pour que les informations disponibles soient utilisées comme service pour des utilisateurs extérieurs ou pour Unidroit lui-même.

Il ressort de ce document qu'un certain nombre de problèmes qui appellent des décisions doivent être examinés par le Conseil de Direction, notamment

- ◆ les objectifs de la création d'une banque de données
- ◆ l'obtention de ressources financières adéquates
- ◆ le recours à un personnel possédant une formation adéquate
- ◆ la constitution d'un groupe chargé d'élaborer le thesaurus pour chaque convention ou sujet à traiter dans la banque de données, avec éventuellement plusieurs groupes travaillant en même temps
- ◆ le recours aux services de spécialistes en informatique afin d'élaborer le programme en étroite collaboration avec le groupe
- ◆ l'acquisition du matériel informatique nécessaire
- ◆ l'éventuelle nécessité de trouver des locaux où installer l'ordinateur nécessaire pour la banque de données
- ◆ les accords de coopération qui devraient être conclus avec d'autres organisations et banques de données et
- ◆ la possibilité de conclure des accords avec des experts en *marketing* pour la commercialisation du/des produit(s) définitif(s).

Le Secrétariat propose de mener une enquête parmi les utilisateurs potentiels de la banque de données d'Unidroit afin d'évaluer l'intérêt existant parmi ces groupes pour la création d'une banque de données telle que celle qui est examinée. Il propose également de contacter les organisations intergouvernementales afin d'évaluer les possibilités de conclure des accords de coopération concernant les instruments qu'elles ont élaborés. De plus, le Secrétariat a l'intention de contacter les agences pour le développement des pays donateurs afin de discuter avec elles de la possibilité d'une contribution financière de leur part à la mise en place d'une banque de données d'Unidroit. Enfin, si cela est possible à ce stade, le Secrétariat envisage de contacter une société d'informatique pour une première estimation du coût possible d'une banque de données du type envisagé. Le Secrétariat espère être en mesure de rendre compte, au moins partiellement, de ces enquêtes au Conseil de Direction à sa 74^{ème} session en mars 1995.